

Mémoire de stratégie

Israël, une stratégie de conquête...

Sommaire

Introduction	4
Héritage du sionisme	5
Du sionisme à la création d'Israël	5
Immigration	7
Rôle des implantations	8
Esprit des fondateurs	8
Stratégie militaire	9
L'obsession de la sécurité	9
Facteurs géographiques	10
Israël avant 1967	10
Les conséquences	11
La géographie : un cauchemar stratégique	12
Doctrine israélienne	12
La guerre des Six Jours	13
Confession posthume de DAYAN	13
Intérêt stratégique des territoires conquis	14
Les atouts	14
Les faux atouts	14
Les vrais objectifs ?	15
Stratégie démographique	15
Rapport démographique global	15
La situation dans les territoires occupés	16
Stratégie d'expulsion	17
Stratégie économique	18
Industrie	18
Agriculture	18
Le contrôle de l'eau	19
La lutte pour la terre	20
Évolution	21
Évolution des sociétés arabe et juive	21
La politique du statut quo	22
Incertitude sur le statut final des territoires	22
La position israélienne	22
La colonisation se poursuit	23
Conclusion	23
Bibliographie	33

Cartographie

Annexe 1 : Le plan de partage de l'ONU en 1947	25
Annexe 2 : Israël après 1949	26
Annexe 3 : Les hauteurs du Golan	27
Annexe 4 : Distances entre les centres de population et les frontières avant 1967	28
Annexe 5 : Israël après la guerre des Six Jours et Israël après le retrait du Sinaï en 1982	29
Annexe 6 : Les fonctions des implantations	30
Annexe 7 : Le Golan : château d'eau d'Israël	31
Annexe 8 : Les ressources aquifères de la région	32

Introduction

Israël n'est qu'un point sur la carte du globe. C'est un pays minuscule avec seulement cinq millions d'habitants. Mais, lorsque les noms de Jéricho, Bethléem et Jérusalem apparaissent, l'émotion est toujours à son comble. Ces noms hautement symboliques chargés d'histoire font surgir de notre inconscient des images bibliques. La terre de Palestine revêt une signification particulièrement forte pour plus de la moitié de l'humanité, se réclamant de l'une des trois religions du Livre. Rien de ce qui s'y produit ne laisse indifférent.

En 1948, après 2000 ans d'exil, le peuple juif retrouve son indépendance dans le pays de ses ancêtres. Israël est né de la détresse des juifs. Parce qu'il a été durant les années 1930 et 1940 leur seul refuge possible, le sionisme a obtenu un soutien politique et une légitimité morale sans lesquelles les communautés juives de Palestine n'auraient pas pu se constituer en État avec l'appui des 2/3 des membres de l'organisation des Nations Unies.

Mais cette renaissance s'est accomplie dans le fracas des armes. Le nouvel État d'Israël a été conçu de sueur, de sang et de larmes. A peine proclamé, il doit faire face à une première guerre israélo-arabe. D'autres conflits suivront, et au bout d'un demi-siècle, Israël n'a toujours pas obtenu une paix durable.

Israël ne laisse pas indifférent, mais sa politique reste une énigme. En 1967, Israël occupe la Cisjordanie et la bande de Gaza et annexe le Golan et le Sinaï. Pour certains, la guerre des Six Jours se justifie par des arguments de sécurité. Pour d'autres, Israël n'a fait que récupérer une terre qui lui appartient et ils se réfugient derrière un droit historique ou religieux.

Le problème de la stratégie territoriale d'Israël se pose alors. S'agit-il d'une stratégie de défense et de consolidation de l'État juif ou au contraire d'une stratégie de conquête ?

Aujourd'hui, la stratégie recouvre l'ensemble des activités conçues, concertées et coordonnées pour atteindre un objectif. Elle ne concerne plus seulement les armées, mais fait appel à l'ensemble des forces vives de la société. L'étude du seul volet militaire ne permet donc pas de comprendre et de saisir véritablement les objectifs d'une stratégie globale.

Ainsi, malgré une stratégie défensive en apparence, Israël a mis en œuvre une stratégie intégrale de conquête. S'appuyant sur le prétexte de sa sécurité, Israël a pu s'appropriier les terres qu'il convoitait et les a systématiquement colonisées afin d'enraciner profondément la présence juive. Cela n'a été possible que grâce à une stratégie de conquête dont les différents volets, militaires, démographiques et économiques, sont indissociables.

Par cette politique, Israël a cherché à parachever l'œuvre du sionisme dont il est le fruit. Mais aujourd'hui, contraint de vivre avec ses voisins arabes, Israël doit

concilier le souhait de son peuple à vivre en paix et le fanatisme d'une fraction de sa population.

Héritage du sionisme

La stratégie d'Israël est inscrite dans les actes fondateurs du sionisme. La création, lors du 5ème Congrès Sioniste en 1901, du Fonds National Juif, institué dans le but explicite d'acheter des terres en Palestine et en Syrie, est symptomatique de la démarche sioniste de conquête de la terre. Que cette stratégie territoriale se soit heurtée à l'hostilité d'une fraction importante de la population arabe de la Palestine n'est pas surprenant, car la terre occupe une place centrale dans les nationalismes juif et arabe. Dans le processus de constitution du territoire d'Israël, le rôle de l'immigration et des implantations juives a été tout à fait déterminant. Enfin, les fondateurs, imprégnés des valeurs du sionisme ont marqué durablement la politique israélienne.

Du sionisme à la création d'Israël

Théodore Herzl "Un peuple sans terre cherche une terre sans peuple".

Au cours des siècles, depuis la disparition de la dernière forme d'autonomie politique juive en l'an 70 de notre ère, les Juifs n'ont jamais cessé de rappeler leur attachement à la Terre promise. Mais c'est seulement au XIX^e siècle qu'apparaît l'idée et la possibilité d'un retour. Cette mémoire millénaire de la patrie perdue et la volonté de voir renaître un État seront à l'origine du sionisme.

Parmi les précurseurs du sionisme, on comptera Moses Hess (1812-1875), intellectuel allemand, qui fut le secrétaire de Karl Marx, mais aussi deux rabbins, Yehuda Hai Alkalai (1798-1878) et Zwi Hirsch Kalischer (1795-1874). Ils seront à l'origine des tendances socialistes et religieuses du sionisme.

Cependant, c'est sous l'impulsion de Théodore Herzl (1860-1904) que toutes ces tendances se cristallisent et surtout s'institutionnalisent avec l'ouverture à Bâle du Premier Congrès sioniste mondial en 1897.

La grande chance du sionisme lui sera fournie par le Royaume-Uni. Après la Première Guerre mondiale, les Anglais s'installent au Moyen-Orient. Or, les sionistes ont fait pression sur le gouvernement anglais et lui ont arraché une déclaration politique endossant les vues sionistes. Cette déclaration, connue sous le nom de déclaration Balfour, envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif. Elle ouvre une ère nouvelle. Liant les Anglais, elle transforme la sphère d'action du sionisme.

Mais l'hostilité de la population arabe qui voit dans le sionisme un complot au service d'une entreprise coloniale et au détriment de la population arabe chassée de ses terres ainsi que l'obstination pragmatique des pionniers, adeptes du fait accompli, rendent impossible tout compromis. Durant toute la période du mandat, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, les tensions entre Juifs et Arabes ne cessent de s'exacerber. Ces tensions sont marquées par des séries d'attentats, d'attaques contre les localités juives et enfin, en 1936, par une grève générale arabe qui durera plusieurs mois.

Entre Juifs et Arabes, la politique du Royaume Uni est très fluctuante. Dès 1922, un premier Livre blanc limite les espoirs juifs : la Palestine ne devait pas devenir un foyer national pour le peuple juif.

Puis, les Britanniques publient le Livre blanc de 1939 destiné à rassurer le monde arabe. Celui-ci interdit l'achat de terres par les Juifs en dehors d'une zone très réduite et limite l'immigration juive.

Cependant, la société juive (le Ychouv) représente déjà 30% de la population totale de la Palestine. En outre, structurée autour de deux organismes, l'Agence juive (chargée tout particulièrement de l'accueil des immigrants, de leur prise en charge, de l'attribution des terres et de leur mise en valeur) et un organe exécutif (le Comité national, Vaad Leumi), elle apparaît très unie dans le combat face à la puissance mandataire et face à la population arabe.

Surtout, le Ychouv s'est doté d'une armée semi-clandestine (la Haganah) à laquelle il faut ajouter le groupe Etzel (Irgoun) de la droite révisionniste (duquel se détachera plus tard le groupe Stern).

Dès lors, David Ben Gourion indique la ligne que suivra le Ychouv : *“Nous ferons la guerre à l'Allemagne, comme s'il n'y avait pas de Livre blanc ; nous ferons la guerre au Livre blanc, comme s'il n'y avait pas de conflit avec l'Allemagne.”*

De fait, le Ychouv se mobilise et s'engage aux côtés des troupes britanniques. Dans le même temps, il mène une lutte contre le terrorisme arabe et contre les mesures anglaises, en développant notamment une forte immigration clandestine. Dès la fin de la guerre, un terrorisme anti-anglais et anti-arabe se développe du fait des groupes de la Haganah.

À la fin de la guerre, les incidents sont quotidiens et de plus en plus meurtriers. Le grand tournant intervient en 1947 lorsque lassée des violences permanentes la Grande Bretagne décide de porter l'affaire palestinienne devant l'O.N.U.

Une commission d'enquête est formée et rend un rapport controversé malgré une étude minutieuse. Ce rapport prévoit la création de deux États, l'un juif, l'autre arabe et une union économique entre les deux États (**annexe 1 : le plan de partage de l'ONU en 1947**). Un statut particulier est prévu pour Jérusalem. Ce plan est finalement adopté à la majorité des deux tiers par l'Assemblée générale, le 29 novembre 1947.

Cependant, il ne satisfait pas les principaux intéressés et la violence atteint son paroxysme avec la multiplication des attentats. La Grande-Bretagne refuse alors de participer à la mise en œuvre du plan et avance le départ de ses troupes au 15 mai 1948 à 0 heure.

Toutefois, les autorités juives se sont préparées à la prise du pouvoir en créant un organisme, le Conseil du peuple, qui regroupe les principales organisations

(Agence juive, Vaad Leumi). Dans l'après-midi du vendredi 14 mai 1948 à Tel-Aviv, David Ben Gourion, chef de l'Exécutif de l'Agence juive, proclame la création de l'État d'Israël. Les forces arabes réagissent en envahissant la Palestine. Les combats s'achèvent sur une victoire israélienne et les accords de cessez-le-feu de Rhodes en 1949 établissent de fait les limites de l'État D'Israël (**annexe 2 : Israël après 1949**).

immigration

Ben Gourion en 1922 déclarait " *le seul souci qui doit imprimer et dominer notre action est la conquête de notre terre et son redressement par une énorme immigration. Tout le reste est rhétorique* ".

Le sionisme est avant tout un projet démographique. L'immigration était à l'origine une nécessité absolue. Il s'agissait d'inverser le rapport démographique afin que la minorité juive (11,2% de la population totale en 1922) devienne majoritaire et puisse revendiquer l'établissement d'un État qui lui soit propre.

On compte cinq périodes d'immigration vers Israël. La première vague (Aliyah) d'immigration de 1882 à 1903, est composée de Juifs russes (environ 25.000 personnes). La deuxième Aliyah, de 1904 à 1914, compte environ 35.000 Russes et Polonais. Elle comprend des hommes comme David Ben Gourion et possède un caractère politique nettement socialiste. La troisième vague (1919-1923) compte, elle aussi, environ 35.000 personnes : c'est l'Aliyah dogmatique formée en Russie, à la veille de la Révolution. La quatrième vague (estimée à 82.000 personnes), de 1924 à 1927, est fondamentalement différente. Elle vient de Pologne, elle n'est pas socialiste. C'est la première Aliyah bourgeoise, qui fuit les mesures économiques anti-juives prises en Pologne en 1924. La cinquième vague, de 1932 à 1947, compte environ 265.000 Juifs. Elle inclut notamment des Juifs allemands fuyant les persécutions nazies.

Lors de la création d'Israël, en mai 1948, le nombre de Juifs en Palestine s'élève à 650.000 face à 1.300.000 Arabes.

Ce rapport démographique montre que l'immigration ne pouvait suffire pour assurer une présence politique dans la région. Seule la dispersion de groupes de pionniers à travers toute la Palestine pouvait permettre de tisser la toile qui deviendrait plus tard Israël.

Les premiers colons s'installèrent dans des régions faiblement peuplées où ils pouvaient disposer d'espaces quasiment vierges. Cette stratégie d'insertion a permis de remplir les espaces vides de la Palestine avec une population réduite mais majoritairement juive.

Dans un deuxième temps, afin de ne pas laisser aux Arabes la possession exclusive d'un territoire, les implantations ont été volontairement établies dans des zones à forte concentration arabe. Cette stratégie de la greffe a été développée dans les années 30. Enfin, à partir de 1936 les organisations sionistes eurent recours à une stratégie de la soudure afin de relier les différentes zones et d'assurer une continuité territoriale.

États des implantations

C'est l'ensemble de ces stratégies qui ont concouru au contrôle de l'espace palestinien malgré le déséquilibre démographique. Dans ce processus progressif de contrôle des terres, les implantations prennent une place déterminante. On peut dire sans exagération que sans ce maillage stratégique de l'espace, sans cette présence physique, l'État d'Israël n'aurait sans doute pas vu le jour en 1949. Les implantations ont permis d'occuper effectivement le terrain, d'instaurer la présence juive sur le sol pour en prendre définitivement possession.

Il n'est donc pas inutile de rappeler les différents types de villages qui furent disséminés afin de coloniser le pays :

- la *mochava* (pl.: mochavot), village de propriété privée
- les villages communautaires (*kibboutz*; pl.: kibboutzim)
- le *mochav* (pl.: mochavim), village de petits tenanciers indépendants mais coopérants,
- le *mochav chitoufi*, village de petits tenanciers coopérants dont la production est assurée en commun, mais où la vie familiale individuelle est préservée,
- et enfin le *nahal* (pl. : nahalim), corps de l'armée dans lequel sont intégrés des jeunes gens appelés sous les drapeaux et volontaires pour établir une colonie agricole.

Les nahalim font donc partie intégrante de Tsahal. Ils sont destinés à devenir par la suite des implantations civiles. La plupart se sont transformés en kibboutzim contribuant ainsi à l'enracinement au sol et à la défense du pays juif.

A la fonction de contrôle du territoire s'est associée tout naturellement une fonction de défense. Les implantations ont notamment servi à délimiter et à surveiller les frontières. Ces fonctions sont traditionnelles des implantations juives depuis les révoltes arabes de 1936 - 1939. Bien qu'elles ne constituent qu'une part réduite de la population d'Israël (environ 3% pour les kibboutzim), ces implantations ont été l'armature de la défense d'Israël avec leur population très imprégnée des valeurs nationalistes du sionisme. Les kibboutznikkim ont ainsi fourni l'essentiel des unités d'élite et sont majoritaires dans le corps des officiers.

Esprit des fondateurs

Jusqu'à 1944, sur 2.400.000 juifs fuyant les pogroms de l'Europe de l'Est seuls 60.000 se dirigèrent vers la Palestine. C'est à ce noyau que Israël doit son organisation politique, économique, culturelle qui a permis au projet sioniste de réussir. Cette élite convaincue d'être investie d'une mission, persuadée de la justesse de sa vision de l'histoire a dirigé la conquête du pays et tenu les rênes du pouvoir jusqu'en 1970.

L'événement majeur qui domine l'histoire d'Israël, c'est la guerre de 1967. A cette date, le pouvoir est toujours entre les mains des fondateurs. Ni Ben Gourion, ni Lévy Eshkol ne cherchent alors un plan qui garantirait la paix à long terme. Au contraire, l'occupation, les débuts de la colonisation, les projets d'annexion du plan "Allon" sont mis en œuvre dès les premiers jours qui suivent la victoire de juin 1967.

Eshkol n'a pas cherché à résister à la jeune génération des faucons, adeptes du "Grand Israël" comme Moshé Dayan, Shimon Pérès et Igal Allon, vainqueur de l'Égypte en 1944. De fait, comme tous les responsables israéliens il a participé à l'idéologie conquérante des premiers fondateurs. L'ensemble des travaillistes au pouvoir jusqu'en 1977 est resté fidèle à la doctrine appliquée dès les premiers jours : *"on n'abandonne ni position, ni territoire sauf sous la contrainte d'une force supérieure"*. Cette doctrine a été partagée par la droite arrivée au pouvoir en 1977 à qui on doit la vague expansionniste des années 1980 ainsi que la guerre du Liban.

C'est donc bien à la nature du nationalisme juif transmise par les fondateurs qu'il faut imputer les débuts de la colonisation.

Stratégie militaire

Moshé Dayan : *"Israël n'a pas de politique étrangère, mais seulement une politique de défense"*.

Les Israéliens voient dans les conflits les opposants aux Arabes une lutte permanente pour leur survie. Ils sont convaincus qu'une défaite militaire sonnerait la fin de l'État Juif. La défense nationale est donc leur priorité absolue. Ils se considèrent en permanence en guerre, les conflits passés n'étant que des batailles dans une confrontation rampante qui peut, à chaque instant, sans préavis, basculer en une conflagration majeure.

Cette perception du rapport de forces dans la région ainsi qu'une topographie défavorable déterminent la stratégie militaire d'Israël. Mais les objectifs de la guerre des six Jours s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie globale de conquête et ne répondent pas seulement à des nécessités de défense.

L'obsession de la sécurité

” Le problème de base de l’État d’Israël est l’extrême disproportion des forces et du potentiel entre lui-même et ses voisins dans le cadre d’un état continu de belligérance. ” C’est ainsi que Shimon Pérès décrivait en 1975 le fossé existant entre Israël et ses voisins qui possédaient un avantage numérique, démographique, militaire et économique.

Aujourd’hui, le rapport de forces dans cette région du monde est largement en faveur d’Israël et de nombreux observateurs ne comprennent pas l’obsession israélienne de la sécurité. Ce complexe de persécution ne peut être compris qu’en intégrant le contexte de la naissance d’Israël. Le caractère juif, la vocation sioniste constituent le noyau central de l’État d’Israël. Il en découle l’importance accordée à la défense. Exacerbé par la mémoire de ce peuple juif, mémoire nourrie des tourments endurés au cours des siècles passés et tout particulièrement par la tentative d’anéantissement perpétré par les nazis, l’exigence fondamentale de sécurité apparaît comme un réflexe de survie. Le souci de la sécurité, la préservation d’une identité sont d’autant plus forts que les épreuves traversées ont été dures.

Cet aspect sécuritaire est renforcé par la menace d’anéantissement qui a pesé sur Israël au moment même de sa formation. Cette conscience de l’annihilation est exprimée ainsi par le général Dayan : *”L’État d’Israël a vu le jour à l’ombre d’une destruction imminente et les souvenirs de la fuite devant de redoutables dangers ont accompagné le peuple d’Israël au tout début de son indépendance. Ces souvenirs subsistent toujours en nous et aident beaucoup à comprendre l’intensité de notre préoccupation pour la sécurité. ”*

Facteurs géographiques

Israël avant 1967

”... une terre ruisselante de lait et de miel...” (Exode 3:8)

Israël est un pays de petite taille, étroit, semi-aride, le long de la côte sud-est de la mer Méditerranée. Entré dans l’histoire il y a environ 35 siècles, Israël a connu diverses dénominations : Erets Israël (la Terre d’Israël) ; Sion ; la Palestine, mot dérivé de la Philistie et utilisé à l’origine par les Romains ; la Terre promise ; la Terre sainte, etc. Mais, pour la plupart des Israéliens, c’est simplement Ha’aretz, le Pays.

A l’intérieur des frontières issues des accords de Rhodes en 1949, Israël était loin d’avoir une compacité territoriale. Étranglé le long de la plaine côtière, le pays était exiguë (112km à l’endroit le plus large), allongé (416km de long) et fragmenté avec une portion de la Galilée n’ayant que 10km de large sur 20km de long. L’espace israélien comporte, avant 1967, trois zones distinctes.

Au nord, les monts de Galilée, formés surtout de roches calcaires tendres et de dolomite, atteignent des altitudes allant de 500 à 1 200 mètres et sont séparés en deux parties, la haute Galilée et la basse Galilée, par la vallée de Beit Ha Kerem. La plaine côtière longeant la mer Méditerranée comprend une côte sablonneuse, bordée de bandes de terres fertiles. Étroite (d'une largeur de 15 à 30km), elle concentre 80% du potentiel industriel et 70% de la population du pays. Enfin, le Néguev, qui couvre près de la moitié du pays et ne compte que 8% de la population, est une zone aride au relief irrégulier.

Face à cet espace israélien, nous trouvons le Golan, la Cisjordanie, la bande de Gaza et le désert du Sinaï. Les hauteurs du Golan se composent d'un plateau de 400m de hauteur dans sa partie méridionale et de 1000m dans sa partie septentrionale qui domine la Galilée orientale. Au centre, la Cisjordanie est constituée de deux régions distinctes : la Samarie et la Judée. Rejoignant la vallée du Jourdain à l'est et bordée par les collines d'Irron à l'ouest, la Samarie est une voûte montagneuse atteignant 900m. La montagne de Judée dépasse les 1000m d'altitude. Elle est flanquée à l'Est par le désert de Judée qui rejoint la Mer Morte et la vallée du Jourdain et à l'ouest par la Shéfala, un piémont érodé entre la plaine et la montagne.

Les conséquences

Les risques induits par la configuration territoriale d'Israël étaient parfaitement mesurés et constamment soulignés par les responsables politiques et militaires. Le climat d'insécurité entretenu par cette vulnérabilité géographique enlevait d'ailleurs toute signification à la notion de frontière. *"Le pays entier est une frontière et tout le rythme de la vie nationale est affecté par chaque activité hostile menée à partir du territoire des États voisins"* (Moshé Dayan).

Cette topographie défavorable à Israël a été utilisée par les Syriens pour mettre en œuvre une stratégie de harcèlement, avec notamment des tirs sur les agglomérations juives à partir des hauteurs du Golan qui permettent de menacer directement la vallée de Hulé et la région du lac de Tibériade (**annexe 3 : les hauteurs du Golan**). Il a également permis une pénétration rampante en Israël. Aucune coupure géographique ne marquait la frontière entre Israël et la Cisjordanie. Aucun obstacle ne faisait barrage aux incursions de commandos. Les mêmes éléments pouvaient s'appliquer à la bande de Gaza. Entre 1949 et 1954, les infiltrations arabes ont été permanentes. Cependant, ces activités hostiles ont toujours été limitées à des opérations de harcèlement par de petits groupes de commandos le long des lignes d'armistice.

En réponse à ces actions de harcèlement, les israéliens ont pratiqué une politique de représailles. Le raid sur le village cisjordanien de Kybia (en 1953), l'attaque contre Gaza (1955) et l'assaut contre Tawafik sur le Golan (1960) s'inscrivent parfaitement dans cette politique. Par ces réactions punitives, Israël a cherché également à dissuader les Arabes de commettre tout nouvel acte hostile.

Parallèlement, une politique de consolidation des frontières a été mis en œuvre pour remédier à l'absence d'obstacles naturels. L'établissement de points de peuplement a permis d'étoffer les frontières. Toute la bande de Gaza a été ceinturée par une dizaine de kibboutzim (Zikim, Saad, Niram, Nir Yitzak). D'autres kibboutzim ont été construits au ras de la frontière avec la Syrie et la Cisjordanie (Givat Oz, Eyal, Gadot, Gonen) permettant d'éviter tout empiètement et toute tentative de rectification du tracé de la ligne de démarcation.

La géographie : un cauchemar stratégique

Avant 1967, la position géographique d'Israël était perçue comme un cauchemar stratégique pour deux raisons majeures : la menace directe pesant sur les installations et les habitants du pays et l'absence de profondeur stratégique.

La plaine côtière entre Haïfa et Rehovot concentrait 60% de la population et 65% du potentiel industriel d'Israël. A portée de canon de l'artillerie jordanienne les centres vitaux du pays étaient donc sous une menace permanente de destruction (**annexe 4 : Distances entre les centres de population et les frontières avant 1967**). Certaines installations militaires, l'aérodrome de Ramat David et la station radar du Castel, se trouvaient pratiquement à portée des armes légères.

L'absence de profondeur, de 0 km à Jérusalem à 55 km entre Haïfa et le Golan au maximum, ne permettait pas d'absorber une attaque avant qu'un dommage irréparable ait été infligé aux centres vitaux du pays. A ce manque d'espace de déploiement stratégique s'ajoutait le risque de voir l'État segmenté par une attaque conjointe de la Jordanie et de l'Égypte.

Doctrines israélienne

Le sentiment que les pays arabes voulaient la destruction de l'État juif et le contexte géographique défavorable ont déterminé la doctrine militaire israélienne. Pour Israël, une stratégie offensive devait être plus dissuasive qu'une stratégie de défense passive. Seules les attaques préventives pouvaient assurer, en l'absence de toute profondeur stratégique, que les combats se dérouleraient sur le terrain de l'adversaire. En outre, une stratégie trop passive aurait pu amener les Arabes à croire qu'ils pouvaient agir en toute impunité. Cela explique la volonté d'Israël de déclencher une attaque préventive dès lors que la sécurité de l'État est menacée.

L'expérience des conflits passés a également montré aux Israéliens que les hostilités ne devaient pas se prolonger pour éviter toute intervention des superpuissances. Il fallait donc pouvoir s'assurer rapidement d'une victoire claire avec des avantages suffisants avant qu'un cessez-le-feu ne soit imposé par l'extérieur. C'est pourquoi les actions militaires doivent être déclenchées avec célérité pour porter les combats sur le territoire de l'ennemi afin de s'assurer un avantage clair sur le terrain avant la cessation des hostilités.

La guerre des Six Jours

La situation géographique de 1949 a été acceptée durant une période assez longue et Israël a adopté une ligne de conduite non expansionniste adaptée aux forces en présence. Prétendre, comme cela fut fait très souvent, que la ligne de conduite non interventionniste d'Israël, que sa volonté de ne pas modifier volontairement les frontières de son État pour qu'elles correspondent mieux à ses besoins de sécurité permet de qualifier Israël de puissance de statu quo revient à négliger l'essentiel. L'attitude d'Israël a longtemps été dictée par la nécessité de renforcer sa présence et pour cela d'éviter une nouvelle confrontation avec les pays arabes dans un premier temps. La guerre des Six Jours balaie ces illusions et illustre parfaitement la volonté de conquête d'Israël.

Confession posthume de DAYAN

Déclenchée à la suite du blocus du golfe d'Aqaba imposé par Nasser aux navires israéliens, la guerre des Six Jours débute le 5 juin 1967 vers 7h00 par la destruction au sol de l'essentiel de l'aviation égyptienne. Le 9 juin, Tsahal monte à l'assaut du Golan pour affronter les forces syriennes. Dans leurs livres d'histoire, les écoliers israéliens apprennent que la Syrie est entrée dans la guerre par solidarité envers l'Égypte pour détruire Israël. Ils apprennent ainsi que la conquête du Golan était justifiée par des considérations purement défensives et que l'objectif de Tsahal était de mettre un terme aux incessantes attaques syriennes. Pourtant, selon le général Moshé Dayan, quatre jours après le début de la guerre, la Syrie ne constituait pas une menace contre Israël. Selon lui, l'entrée de la Syrie dans le conflit fut même délibérément provoquée par Israël pour plaire aux habitants des kibboutzim de Galilée qui convoitaient les terres fertiles du Golan.

80% des incidents armés sur la ligne de démarcation entre la Syrie et Israël ont été provoqués par les Israéliens. Des tracteurs étaient envoyés labourer des terrains sans intérêt en zone démilitarisée afin d'énerver les soldats syriens et les entraîner à ouvrir le feu. S'ils ne le faisaient pas, les tracteurs étaient envoyés plus en avant jusqu'à ce que les Syriens ouvrent le feu. Alors, les troupes israéliennes répondaient par des tirs d'artillerie et des attaques aériennes.

Une délégation de kibboutznikkim s'était même rendue auprès du premier ministre, Lévy Eshkol, afin de le convaincre de passer à l'action. Et selon Dayan, ils n'essayaient même pas de dissimuler leur convoitise pour la terre du plateau du Golan, 1000 kilomètres carrés de bonne terre à vigne.

Ces paroles du général Dayan, rendues publiques en 1997, éclairent sous un jour nouveau les objectifs d'Israël durant la guerre des Six Jours. La politique de modération et de statu quo affichée par Israël camoufle en réalité, sous des impératifs de défense, une politique de conquête.

L'impact géopolitique des territoires occupés

La guerre de 1967 va modifier la donne géographique avec l'annexion du plateau du Golan et l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du Sinaï.

Ces conquêtes correspondent au plan Allon qui se veut un projet fondé sur les seules considérations militaires afin de garantir au mieux la sécurité du pays par l'établissement d'un cordon sanitaire autour d'Israël. Cependant, l'extension de la zone occupée jusqu'aux abords d'Hébron n'est pas justifiée seulement par des exigences militaires.

Les atouts

L'occupation de ces différents espaces en 1967 constitua pour Israël un gain stratégique incontestable. L'emprise sur la Cisjordanie, qui repoussait la ligne de front orientale sur le Jourdain lui a donné une profondeur stratégique précieuse pour le déploiement de ses forces armées.

Elle permet de protéger le ventre mou d'Israël entre Ashkelon et Haïfa et de surveiller les mouvements de troupes en Jordanie. Le Jourdain est un obstacle peu commode à traverser qui marque une frontière plus difficile à franchir pour les commandos arabes. Les hauteurs de la Samarie offrent la possibilité de surveiller aisément les mouvements de troupes en Jordanie. Le même raisonnement vaut pour le plateau basaltique du Golan. En y prenant le contrôle, Israël a pu à la fois éliminer la menace syrienne qui pesait sur les agglomérations situées autour du lac de Tibériade et dans la vallée du Jourdain, et observer les dispositifs militaires au Sud Liban. Ces hauteurs ont également permis l'installation de stations radar en prévention d'attaques aériennes.

Les faux atouts

Que les territoires aient été utilisés pour accroître la sécurité d'Israël est incontestable même si les gains peuvent paraître dérisoires au vu des coûts pour la paix dans cette région.

Cependant, les zones tampons que sont les territoires occupés et le Golan ne correspondent pas à la doctrine militaire israélienne. La mise en œuvre dans ces zones d'une défense rigide, statique, marquée sur le terrain et destinée à absorber les attaques ennemies est totalement contradictoire avec la conception stratégique israélienne, basée sur l'action offensive préventive avec le transfert des combats en territoire ennemi. Comme le conflit de 1973 le montrera, ces territoires n'ont pas été utilisés comme des zones tampons mais ont été défendus comme le territoire national. Dès lors, la doctrine Allon devient sujette à caution. Et d'ailleurs, les israéliens ont rapidement compris que ces zones tampons étaient en réalité un handicap car elles nécessitaient pour leur défense des effectifs importants. Ils n'hésiteront pas à rendre aux Égyptiens le désert du Sinaï contre un accord de paix (**annexe 5 : Israël après la guerre des Six Jours et Israël en 1982 après le retrait du Sinaï**). Ils auraient également pu arriver à un accord de paix

avec les Palestiniens en abandonnant le contrôle de la Cisjordanie. S'ils ne l'ont pas fait, c'est simplement parce qu'ils considèrent que les territoires occupés font partie à jamais d'Israël.

Les vrais objectifs ?

La géographie, un cauchemar stratégique ! Comment croire une telle affirmation ? La géographie serait un cauchemar parce que le pays est petit, surplombé par des territoires appartenant à des voisins hostiles, difficile à défendre. La géographie de la Suisse est-elle un cauchemar ? Non, bien évidemment, parce que la Suisse est en paix avec ses voisins. Alors, l'accroissement du territoire d'Israël transformerait le cauchemar en rêve en assurant la sécurité du pays ? Certes, la possession de positions clefs peuvent concourir à la sécurité immédiate, mais elle est insuffisante pour donner à Israël la sécurité politique. Pour atteindre cet objectif, les critères militaires ne sont pas déterminants. L'intérêt des territoires occupés doit être évalué dans un cadre plus large prenant en considération les conséquences politiques. Ainsi la sécurité globale de l'État serait sûrement mieux assurée par la démilitarisation de la Cisjordanie accompagné de l'octroi à la population palestinienne de l'autonomie ou de l'indépendance. Si ce raisonnement n'a jamais été tenu, ce n'est pas à cause de la menace arabe mais bien parce que Israël avait des intentions de conquête inavouées.

Si Israël avait simplement voulu conserver les territoires en monnaie d'échange pour la paix, le jour où les Arabes accepteraient la négociation, il suffisait de les soumettre à un seul régime d'occupation militaire.

Stratégie démographique

Rapport démographique global

Lors de la création de l'État d'Israël, en mai 1948, les Juifs étaient 650.000 et les Arabes 1.300.000. Le 1er août 1997, le nombre de juifs en Israël était de 4,7 millions sur 5,8 millions d'habitants, soit 80% de la population.

Les 2,6 millions d'immigrants, depuis 1948, font d'Israël le seul pays dont la population a été multipliée par neuf en cinquante ans.

Depuis 1952, les arrivées se sont considérablement ralenties (quelques dizaines de milliers de personnes par an en moyenne). En même temps, apparaissait un phénomène d'émigration, certes limité, mais qui réduisait cependant l'excédent et aboutissait même certaines années (1953) à un solde négatif.

Parallèlement, la minorité arabe a vu sa part s'accroître régulièrement. Elle se chiffrait en 1992 à environ 730.000 personnes, auxquelles il faut ajouter les habitants arabes de Jérusalem Est (150.000) et du Golan (15.000), annexés par Israël. En outre, 1,3 millions d'Arabes résident en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

L'intégration de cette population arabe, dont le taux de natalité est très supérieur à celui de la population juive (respectivement 40 et 23 p. 1.000), pourrait bien renverser la situation démographique d'ici quelques années. Les prévisions indiquent que la population arabe, de l'État d'Israël proprement dit et des territoires occupés, serait majoritaire si aucun autre facteur n'intervenait, aux environs de 2010. On comprend dès lors pourquoi Israël n'a finalement pas voulu annexer ces territoires.

La situation dans les territoires occupés

Malgré une émigration considérable notamment vers la Jordanie, la suprématie démographique arabe est incontestable dans la bande de Gaza (1500 Juifs pour 500.000 Arabes) et en Cisjordanie (52.000 Juifs contre 790.000 Arabes). La situation est totalement différente sur le Golan où 12.000 Druzes cohabitent avec 6.800 Juifs. Tandis qu'à Jérusalem Est 80.000 Juifs sont les voisins de 130.000 Arabes.

La stratégie d'Israël dans les territoires occupés a eu pour objectif de contourner et de modifier ce rapport démographique.

A la stratégie territoriale israélienne (insertion, greffe, connexion) s'est rajoutée une stratégie de sectionnement. Cette stratégie avait pour objectif d'empêcher l'expansion de la population arabe tout en brisant la continuité territoriale des zones arabes. Seul un système ne tolérant aucun regroupement arabe sur une base nationale pouvait garantir à Israël une relative quiétude des Arabes en Palestine. C'est ainsi que sont apparus des ensembles destinés soit à contrôler les villes arabes soit à scinder la Cisjordanie en plusieurs parties distinctes (**annexe 6 : les fonctions des implantations**).

Seul un déplacement massif de Juifs par migration pouvait donner lieu à un basculement démographique en Cisjordanie. Mais ce mouvement n'a pas eu lieu et il semble aujourd'hui fortement improbable malgré de nombreux plans de peuplement, tous plus ambitieux les uns que les autres. Israël a toujours estimé la présence concrète, incontournable sur le terrain plus décisive que la propriété juridique. Pourtant, avec moins de 10% de la population, Israël en contradiction avec ses principes ne renonce pas à sa mainmise sur la Cisjordanie.

Stratégie d'expulsion

L'exode occasionné par les combats de Juin 67 a conduit 200.000 personnes à franchir le Jourdain en direction de la Jordanie. Dans la vallée du Jourdain 90% des habitants fuirent les combats. Dans un parfait mouvement les premières implantations juives s'installèrent dans cette région immédiatement, occupant le terrain et empêchant tout retour des Arabes.

La colonisation israélienne dans les territoires occupés ne peut être dissociée de l'exode de réfugiés qui a accompagné la guerre des Six Jours.

Cet exode s'inscrit dans une stratégie d'expulsion qui a été mise en œuvre dès 1947.

Entre le plan de partage de la Palestine adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 29 novembre 1947 et les armistices de 1949, plusieurs centaines de milliers de Palestiniens qui vivaient sur les territoires finalement occupés par Israël ont quitté leurs foyers.

Selon l'histoire israélienne officielle, les réfugiés (500.000 tout au plus) se sont pour la plupart enfuis volontairement, répondant aux appels de dirigeants qui leur promettaient un retour rapide après la victoire. Pour les Arabes, les réfugiés ont été contraints au départ dans le cadre d'un plan politico-militaire d'expulsion jalonné de nombreux massacres.

L'ouverture des archives israéliennes, publiques et privées a permis de s'approcher de la vérité et fait clairement apparaître la part de responsabilité d'Israël et de ses pères fondateurs. Sans plan global, ni politique d'expulsion préméditée, mais avec une volonté délibérée d'expulsion et de destruction de villages arabes, Israël aurait encouragé et stimulé l'exode massif.

Benny Morris a analysé en détail les causes de l'émigration des Arabes de Palestine pour la période 1947 - 1948. Il en ressort que 70% du total de l'exode ont été causés par les opérations et 22% par les peurs et la crise de confiance de la population palestinienne. Quant aux appels arabes à la fuite, ils n'entrent en ligne de compte que dans 5 % des cas.

Ce rapport s'oppose à l'explication israélienne traditionnelle d'une fuite en masse sur l'ordre ou à l'invitation de la direction arabe.

Ilan Pappé, lui aussi s'attaque à la version orthodoxe de la naissance d'Israël. Ce nouvel historien juif lui substitue une version historique revue et corrigée. Il valide l'approche d'une stratégie globale d'expulsion chez David Ben Gourion.

Pour lui, le gouvernement israélien a développé une politique inflexible pour empêcher " *à tout prix* " - selon les termes utilisés par David Ben Gourion lui-même - le retour des réfugiés. Ainsi, leurs villages ont été détruits ou investis par des immigrants juifs, et leurs terres réparties entre les kibboutzim environnants.

Cette stratégie pouvait s'expliquer par la lutte sans merci que les Juifs ont dû livrer pour la survie de leur État. Le sionisme tirait son droit moral sur une partie de la Palestine de la nécessité existentielle pour les juifs de se donner un état. Aucun peuple au monde ne pouvait réfuter ce besoin. Mais cet objectif atteint, les données du problème changent totalement et les territoires occupés en 1967 ne

pouvaient en aucune façon être traités comme les conquêtes de 1949. En appliquant cette stratégie démographique, Israël dévoile de fait sa volonté de conquérir les territoires occupés. C'est uniquement le rapport démographique très défavorable qui a empêché Israël d'annexer la Cisjordanie et Gaza comme l'a été le Golan.

Stratégie économique

Pour que les implantations puissent répondre à leurs objectifs politiques généraux (couverture de l'espace humain, établissement d'un mur défensif), il fallait qu'elles aient une assise économique minimale.

La stratégie économique a donc accompagné la stratégie territoriale de conquête d'Israël. Elle l'a parfois devancée, car la possession des riches terres agricoles du Golan et du Jourdain ainsi que le contrôle des ressources en eau ont été un objectif majeur pour Israël. Cette stratégie touche en fait le cœur du conflit israélo-arabe car la lutte pour la terre a été le foyer principal de la rivalité entre les Juifs et les Arabes.

Industrie

La planification industrielle a joué un rôle majeur dans la politique israélienne d'aménagement du territoire. Délaissant l'industrie lourde nécessitant des investissements importants au profit de structures souples de taille plus réduite et pouvant être mises en place dans n'importe quelle implantation, l'industrialisation ne s'est pas faite dans un cadre géographique contraint. Elle a donc autorisé une ample distribution spatiale des implantations.

Le développement de nombreux parcs industriels (sous la férule du ministre de l'Industrie Ariel Sharon) à Kiryat Arba, Givat Harsina et Dir Razah, en gelant les terres, a restreint l'espace disponible. L'objectif de ces parcs semble bien être d'occuper le terrain et non de fournir une base économique aux implantations. Cela est d'autant plus visible que le premier parc industriel de Kiryat Arba est loin d'être utilisé à sa capacité maximale. Le bénéfice qu'Israël retire du développement industriel est considérable pour sa politique d'implantation aussi bien en quantité qu'en extension.

Agriculture

Contrairement aux implantations industrielles, les colonies agricoles sont tributaires de l'environnement. La fondation en 1968 des premières implantations dans la vallée du Jourdain avait été justifiée par un impératif de sécurité.

Cependant, il apparaît que, dans les territoires occupés, l'intérêt économique soit passé avant l'impératif de sécurité. Les meilleurs terrains pour l'agriculture sont les couches alluviales que l'on trouve dans la région adjacente au Jourdain, dans la plaine, au pied des montagnes et dans les bassins de montagne. Il n'est donc pas surprenant que les implantations suivent la répartition de ces sols très riches. Cependant ces zones ne répondent pas aux impératifs de sécurité d'Israël. L'économie a ainsi pris le pas sur la stratégie défensive d'Israël. D'ailleurs, Ygal Allon, en 1972, a dû faire édifier une seconde ligne de colonies pour pallier à ce problème.

Le cas du plateau du Golan est encore plus révélateur. Selon les responsables israéliens, son importance stratégique dans la défense du pays est suffisamment importante pour qu'ils envisagent sérieusement de ne jamais le restituer à la Syrie, acceptant ainsi un état de tension permanent avec son voisin arabe. Pourtant, les lieux des implantations qui jouent un rôle majeur dans la défense d'Israël et qui auraient dû doter Israël d'une ligne de sécurité avancée n'ont, manifestement, pas été choisis en fonction de ces seuls critères de défense.

Marqué globalement par un relief favorable à la défense et à l'observation, le plateau du Golan possède cependant un point faible entre Rafid et Kafr el Mâ. En cet endroit, on aurait pu s'attendre à une concentration importante d'implantations. Pourtant, il n'en a rien été. Les Israéliens se sont installés uniquement en fonction de considérations économiques, au sud du plateau, là où les terres sont les plus fertiles. D'ailleurs en 1973, les Syriens profiteront de cet état de fait en pénétrant facilement dans la zone centre entre Rafid et Kafr el Mâ.

Les Israéliens ont toujours expliqués leur présence au Golan par des impératifs de sécurité. Pourtant aucune implantation ne justifie cette affirmation. Au contraire, il semble bien que seules les richesses naturelles de cette région aient motivé les actions israéliennes.

Le contrôle de l'eau

La stratégie économique s'explique aussi par la volonté d'Israël de contrôler les ressources en eau. L'eau a été dès l'origine un enjeu essentiel dans la stratégie sioniste. Pour mettre en valeur les terres de la Palestine, il était indispensable de disposer de suffisamment d'eau. Il fallait pour cela avoir la disposition des réserves d'eau de la région.

Les principales ressources en eau peuvent à elles seules expliquer la conquête et la conservation du Golan et de la Cisjordanie. Le Golan, c'est le château d'eau d'Israël parce que deux des principaux affluents du Jourdain (le Dan et le Banyas) y prennent naissance (**annexe 7**). D'ailleurs, les implantations du Golan ont été construits sur des sites (Har Dov, Neve Ativ, Snir, Nahal Sion) permettant de contrôler les richesses en eau. Snir et Nahal Sion ont été établis près des sources du Banyas et de la rivière Sion.

La volonté de tenir physiquement une région qui surplombe le réservoir naturel du lac de Tibériade ne peut être négligée, d'autant plus que le système d'irrigation de

l'ouest d'Israël et du désert du Néguev est approvisionné par les eaux du Golan. De même, les israéliens ne peuvent envisager de renoncer aux atouts de la Cisjordanie qui permet de contrôler le Jourdain et l'utilisation des eaux souterraines du principal massif aquifère de la région (**annexe 8 : les ressources aquifères de la région**). D'ailleurs, Israël a toujours clairement manifesté qu'il s'opposerait au transfert de la gestion des ressources en eau à une administration palestinienne autonome.

Le Jourdain ressemble plus à une petite rivière qu'à un fleuve international. Lorsqu'il termine sa course dans la mer Morte, ce n'est plus qu'un mince filet d'eau. D'une largeur oscillant entre 10 et 15 mètres, le fleuve biblique, que l'on peut traverser à gué à plusieurs endroits, affiche un débit bien modeste par rapport aux autres grands fleuves du Proche-Orient. Et pourtant, le contrôle de son cours a bien été un enjeu de la guerre en juin 1967. Ainsi, Ariel Sharon le confirme dans ses Mémoires : *"le 5 juin est généralement considéré comme étant la date de l'ouverture de la guerre des Six Jours. Officiellement, c'est le cas. Mais en fait, cette guerre avait déjà commencé deux ans et demi plus tôt, soit le jour où le gouvernement israélien décida d'agir contre le détournement des eaux du Jourdain."*

La lutte pour la terre

En 1947, les Palestiniens possédaient, sous forme privée ou publique, 93 % du pays, les 7 % restants étant détenus par la communauté juive. Actuellement, le pourcentage de terres palestiniennes privées est tombé à 15 % du total de la Palestine de 1947, dont environ 10 % sont situés en Cisjordanie et sur la bande de Gaza.

De 1948 à nos jours, Israël a acquis la majeure partie des terres en Galilée, dans les triangles nord et sud au centre du pays (où vivent d'importantes communautés arabes) ainsi que dans le Néguev. Dans ce but, il s'est doté de tout un arsenal de textes autorisant la confiscation des terres des citoyens arabes.

L'essentiel (92 % de la surface) d'Israël est la propriété, soit de l'État, soit du Fonds national juif, soit de l'Office de développement qui détient les terres (et les autres biens) des réfugiés palestiniens déclarés "absents". Toutes ces terres dépendent, depuis 1961, d'une seule autorité : l'Administration des terres d'Israël. Cette spécificité est lourde de conséquences. La grande majorité des Israéliens, qu'ils se trouvent à la campagne ou dans les villes, vivent sur des terres louées par l'État, le Fonds national juif ou l'Office de développement. Tout changement de main doit avoir l'assentiment formel de l'administration des terres. Si l'essentiel de la terre est ainsi nationalisée, ce n'est évidemment pas dans une optique socialiste, mais sioniste. Il s'agit d'affirmer le droit du peuple juif en tant que tel sur la terre d'Israël.

Un point sur lequel tout le monde est d'accord, c'est la nécessité d'interdire aux étrangers d'acheter des terres, qu'elles soient privées ou non. Quiconque n'est pas

citoyen de l'État d'Israël ou n'a pas le droit de le devenir en vertu de la loi du retour est considéré comme un étranger. La propriété et l'utilisation de la terre est ainsi réservée aux Juifs. En vertu des baux mis en place par le Fonds national juif, il est interdit de transmettre le droit d'exploitation à un non-juif, même s'il est citoyen de l'État d'Israël. Ainsi aucune terre ne peut revenir ou être exploitée par des Arabes qui, conformément à la loi, ne peuvent pas être membres de kibboutzim, de moshavim ou de localités communautaires.

Par le maintien et le renforcement d'une segmentation ethnique, culturelle et religieuse, les Israéliens ont pu maintenir les Arabes dans une situation de dépendance qui les a assurés d'une certaine stabilité. Par définition, le sionisme ne s'adresse qu'aux Juifs et exclut les Arabes. Mais le fossé identitaire existant entre les communautés ne peut ainsi que s'agrandir et exclut bien évidemment la recherche d'un consensus général.

Évolution

Évolution des sociétés arabe et juive

Livré pour quelques arpents de terre ou quelques colonies supplémentaires, le conflit israélo-arabe n'oppose pas seulement les deux camps. Il déchire aussi les deux populations juives et arabes. En effet, au fil des ans, les deux protagonistes se sont profondément transformés.

Il n'y a plus grand chose de commun entre les oligarchies dominant le monde arabe il y a cinquante ans et celui d'aujourd'hui qui est traversé par un clivage opposant les laïques et les intégristes.

La population laïque de l'État juif ne se reconnaît pas dans le fanatisme religieux et l'intégrisme sanctifiant la terre qui divise le pays. C'est l'évolution de la société qui, inexorablement, a brisé le caractère unique du sionisme d'antan. Aujourd'hui, une tendance véritablement individualiste et laïque apparaît. Elle se fonde sur l'identité et sur l'aspiration à la liberté et non sur l'histoire et les pierres éternelles. Cette révolution des mentalités est combattue par le sionisme du sang et du sol qui soutient que la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens marquerait la fin d'une nation juive. Un fossé sépare la jeune génération actuelle et les grands noms de la génération précédente souvent associés à la fondation, après la guerre des Six Jours, du mouvement pour le Grand Israël.

La politique de sécheresse

Disciple et fidèle de Ben Gourion, le général Moshé Dayan a incarné la tendance dure et intransigeante à l'égard des pays arabes jusqu'en 1973. Cependant, sensible aux aspirations de la société israélienne, il œuvra pour une politique transitoire afin d'écartier la possibilité d'un nouveau conflit et de permettre un statu quo dans les territoires occupés.

C'est dans cette optique qu'il demandera l'accélération de l'implantation de nouveaux villages israéliens dans les territoires occupés en soulignant que ces zones ne seraient jamais abandonnées. Il sera alors favorable à une politique de normalisation pour faciliter la vie des habitants des territoires occupés sans toutefois leur accorder le moindre droit politique. Persuadé que les pays arabes ne peuvent s'en prendre à Israël militairement, mais convaincu qu'un jour ou l'autre les grandes puissances imposeraient à Israël une solution politique pour mettre fin au conflit israélo-arabe enraciné dans une hostilité profonde, il a préconisé cette politique des faits accomplis.

Tout en maintenant les terres conquises dans le giron d'Israël, la prolifération des implantations va rendre impossible toute solution fondée sur le principe de la paix contre les territoires et permettra ainsi de maintenir les frontières en l'état le temps nécessaire à la normalisation.

Incertitude sur le statut final des territoires

La position israélienne

Les premières propositions sur le statut final des territoires ont été l'œuvre de Menahem Begin en décembre 1977. Elles reposaient sur quatre idées : suppression de l'administration militaire israélienne ; instauration de l'autonomie administrative pour et par les résidents de Judée Samarie et Gaza ; suspension de la question de la souveraineté de ces régions et enfin un rôle actif d'Israël et de la Jordanie pour la mise en œuvre du projet qui serait l'objet d'une révision au bout de 5 années. En réalité, l'objectif de M. Begin était clairement l'annexion de la Cisjordanie. Israël ne transférera à aucune autorité souveraine étrangère la Judée Samarie et la région de Gaza. Cette position ne connaîtra aucune variation et la volonté d'Israël ne fléchira jamais malgré les nombreuses négociations de ces dernières années. Sa position repose toujours sur les droits historiques de la nation à cette terre et sur les nécessités de la sécurité nationale israélienne.

Malgré les accords d'Oslo et l'accord de Wye Plantation, la politique de colonisation israélienne n'a enregistré aucun changement. Elle a pour but d'empêcher l'édification d'une entité palestinienne indépendante et vraiment souveraine. C'est l'objectif recherché par les dirigeants israéliens tout au long des trois dernières décennies.

La colonisation se poursuit

Depuis la guerre de 1967 et l'occupation de la Cisjordanie, des colonies juives ont été implantées de l'autre côté de la "ligne verte" séparant Israël des territoires occupés. Elles abritent environ 350 000 Israéliens (180 000 dans Jérusalem Est, 164 500 en Cisjordanie et 5 500 dans la bande de Gaza).

Aujourd'hui, non seulement la lutte pour chaque pouce de terrain se poursuit, mais elle s'accroît.

Depuis plus de deux ans, le gouvernement de M. Benyamin Nétanyahou construit en toute discrétion dans les colonies juives. Israël finance actuellement des travaux d'infrastructure dans 80 à 90 des 120 colonies de Cisjordanie, y compris sur des terres où aucune construction n'a été officiellement prévue. La réalisation de 9 000 logements supplémentaires serait en cours d'approbation.

D'ailleurs, le ministre des Affaires étrangères, M. Ariel Sharon a appelé publiquement les colons à occuper davantage de terres palestiniennes et à s'installer sur les collines de Cisjordanie : *"il faut que tout le monde bouge, coure, et s'empare du maximum de collines pour agrandir les implantations, car tout ce que nous prendrons restera à nous, tout ce dont nous ne nous emparerons pas leur reviendra"*.

Dans le cadre des accords d'Oslo, de nombreux dirigeants palestiniens qui mènent les négociations avec Israël ont soit ignoré volontairement le caractère central des implantations soit, plus vraisemblablement, sous-estimé leur importance. Ils estiment qu'une décision politique suffira pour inverser la transformation physique de la terre de Palestine par la colonisation. Ils citent d'ailleurs souvent les précédents de Yamit et d'autres colonies du Sinaï, démantelées en 1982 après la paix avec l'Égypte. C'est oublier qu'Israël signa justement celle-ci pour préserver sa domination sur la Cisjordanie.

Conclusion

Un siècle après la fondation du mouvement sioniste, l'utopie est devenue une réalité. Grâce à l'obstination des pionniers, adeptes du fait accompli, la nation juive s'est enracinée dans la région.

Refusant les limites de 1949, Israël a mis en œuvre une stratégie militaire, démographique et économique dont l'objectif était bien la conquête et le contrôle des territoires annexés et occupés après la guerre des Six Jours.

Avec le prétexte de sa sécurité, Israël s'est approprié les terres qu'il convoitait, cherchant à parachever l'œuvre des fondateurs en repoussant ses frontières jusqu'au Jourdain. Le spectacle de la politique israélienne menée à l'intérieur des territoires bouleverse les idées reçues et nous éclaire sur les véritables objectifs d'Israël. La stratégie apparemment défensive d'Israël a servi de paravent à une stratégie intégrale de conquête.

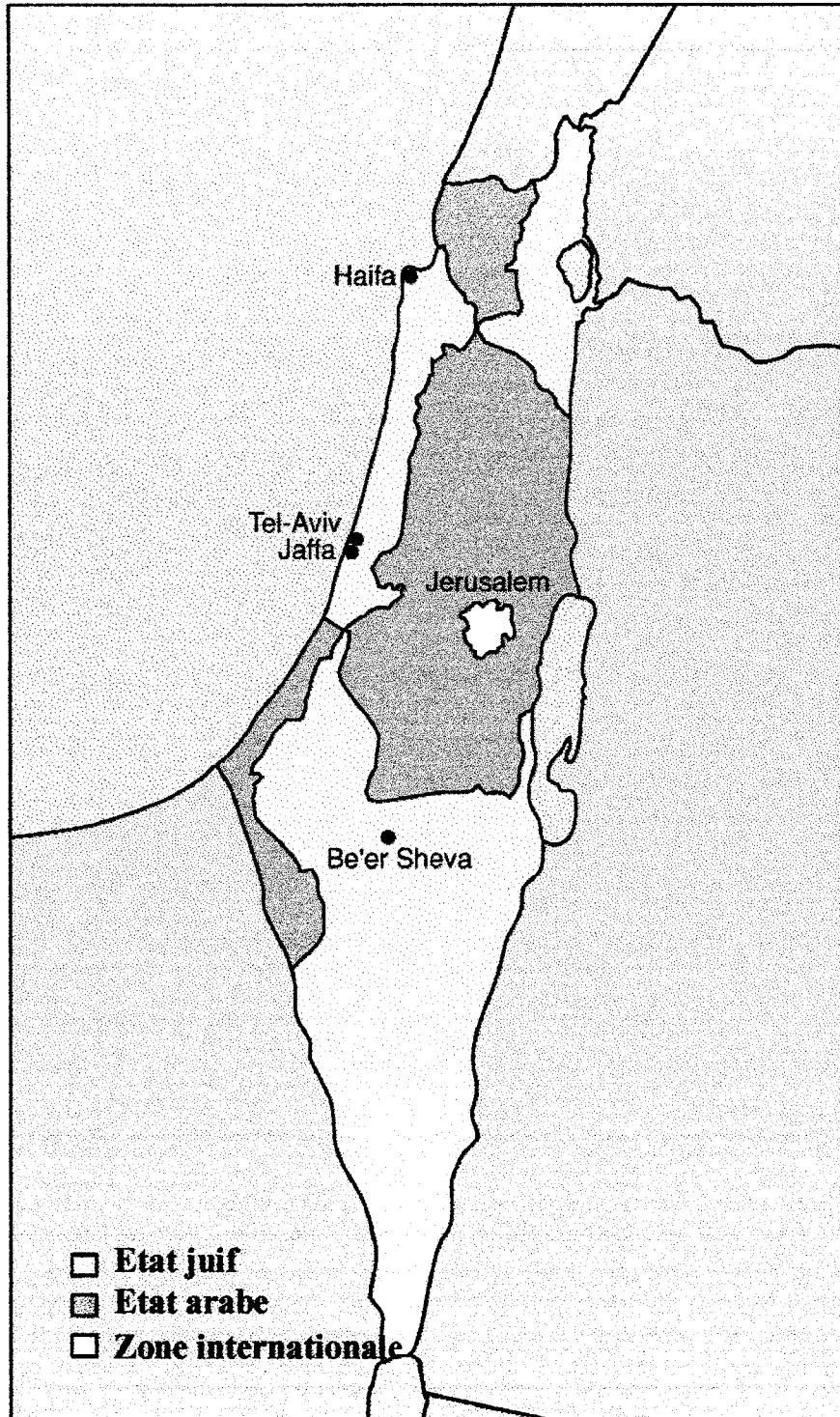
Si la lutte pour la terre a été couronnée par un succès incontestable, son prix reste exorbitant. Aujourd'hui, Israël ne représente que la deuxième grande communauté juive, derrière celle des États-Unis (5,7 millions). Sans doute n'offre-t-il pas le foyer sûr qu'il promet. Paradoxalement, les Israéliens vivent dans le pays le plus dangereux pour les Juifs. L'occupation de territoires arabes empêche toute paix durable de s'instaurer. La terre reste le foyer principal du conflit israélo-arabe. *“Nous voulons la même chose, la Palestine”*, constatait, Ben Gourion dans les années 30. Voilà pourquoi ce corps transplanté il y a un demi-siècle au cœur du Proche-Orient ne s'y est toujours pas intégré.

Israël a connu ces dernières années une maturation politique discrète mais incontestable. L'évolution vers un réalisme politique, marquée par un reflux de l'idéologie nationaliste du Grand Israël, est attestée par la prise en compte du fait palestinien comme une réalité politique incontournable. Cependant, Israël ne semble pas vouloir modifier sa politique à propos des territoires occupés. Au contraire, la conquête de la Cisjordanie semble s'intensifier afin d'empêcher toute solution dont le prix serait un retrait israélien. Tout montre qu'Israël les considère comme faisant partie à jamais de son territoire.

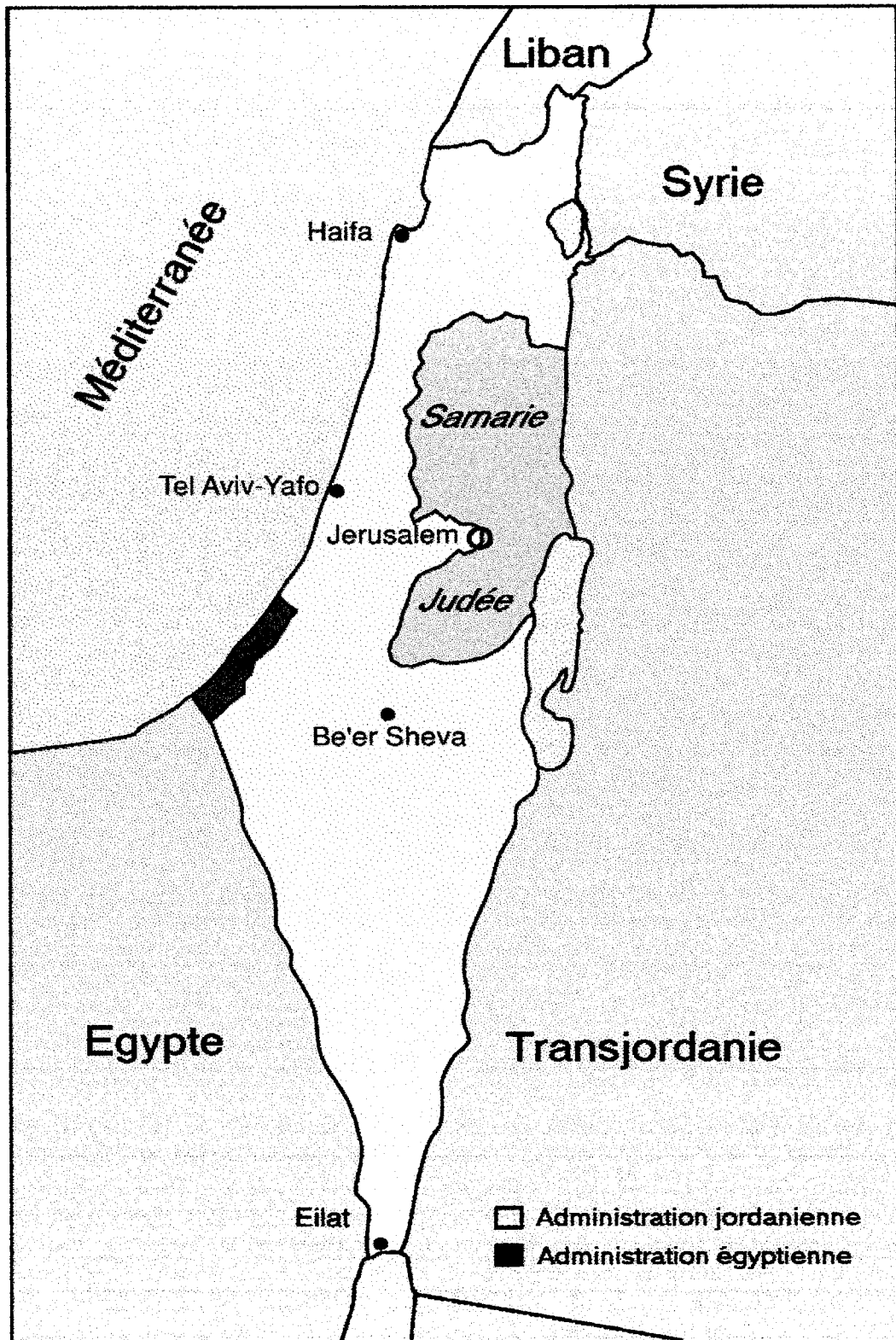
Les accords d'Oslo sont-ils alors la simple continuation de l'occupation par d'autres moyens ? Cette question ne peut être considérée comme purement rhétorique. Et la réconciliation entre les deux peuples semble encore lointaine.

Annexe 1

Le plan de partage de 1947 en 1947

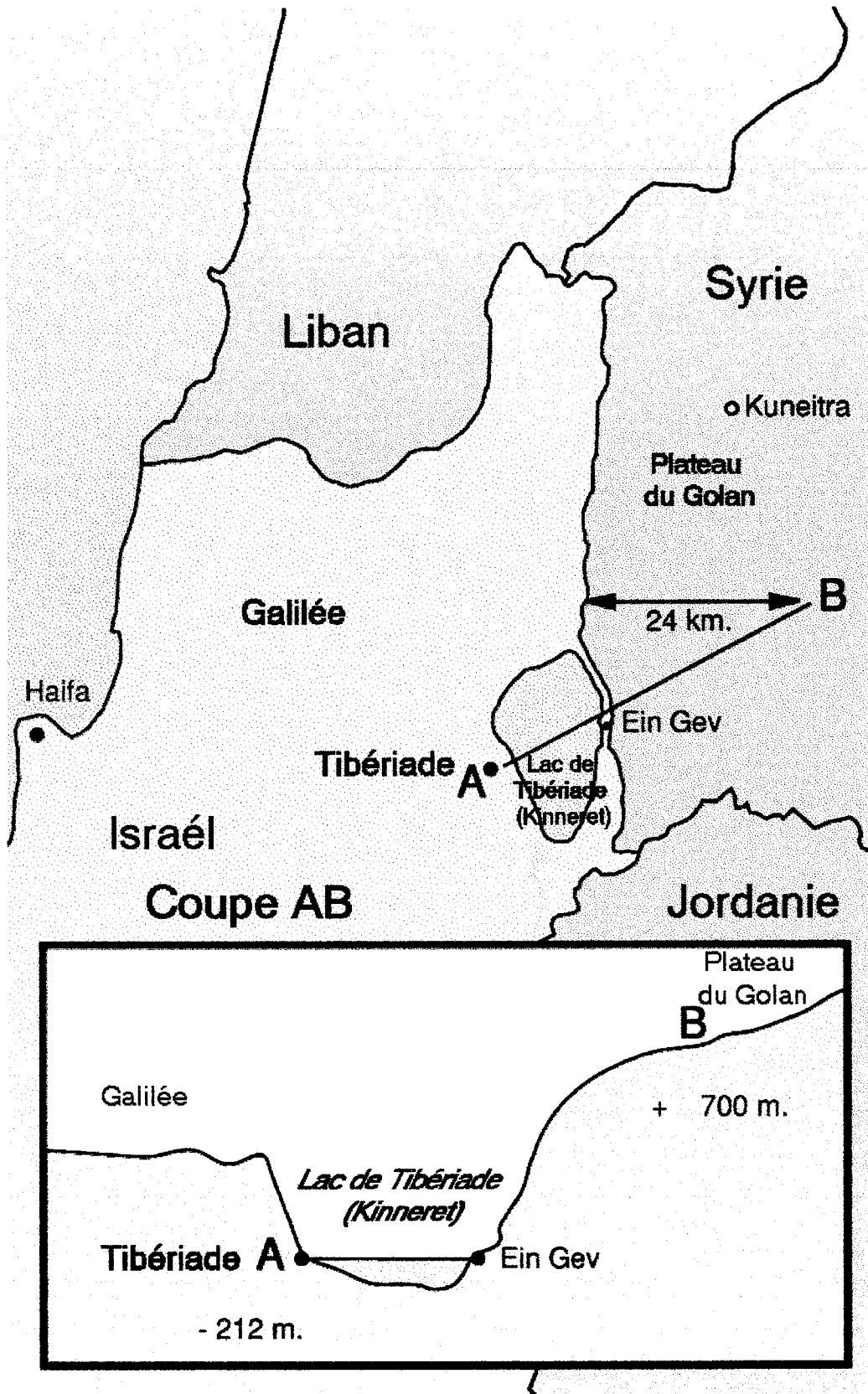


Annexe 1 Projet de 1949



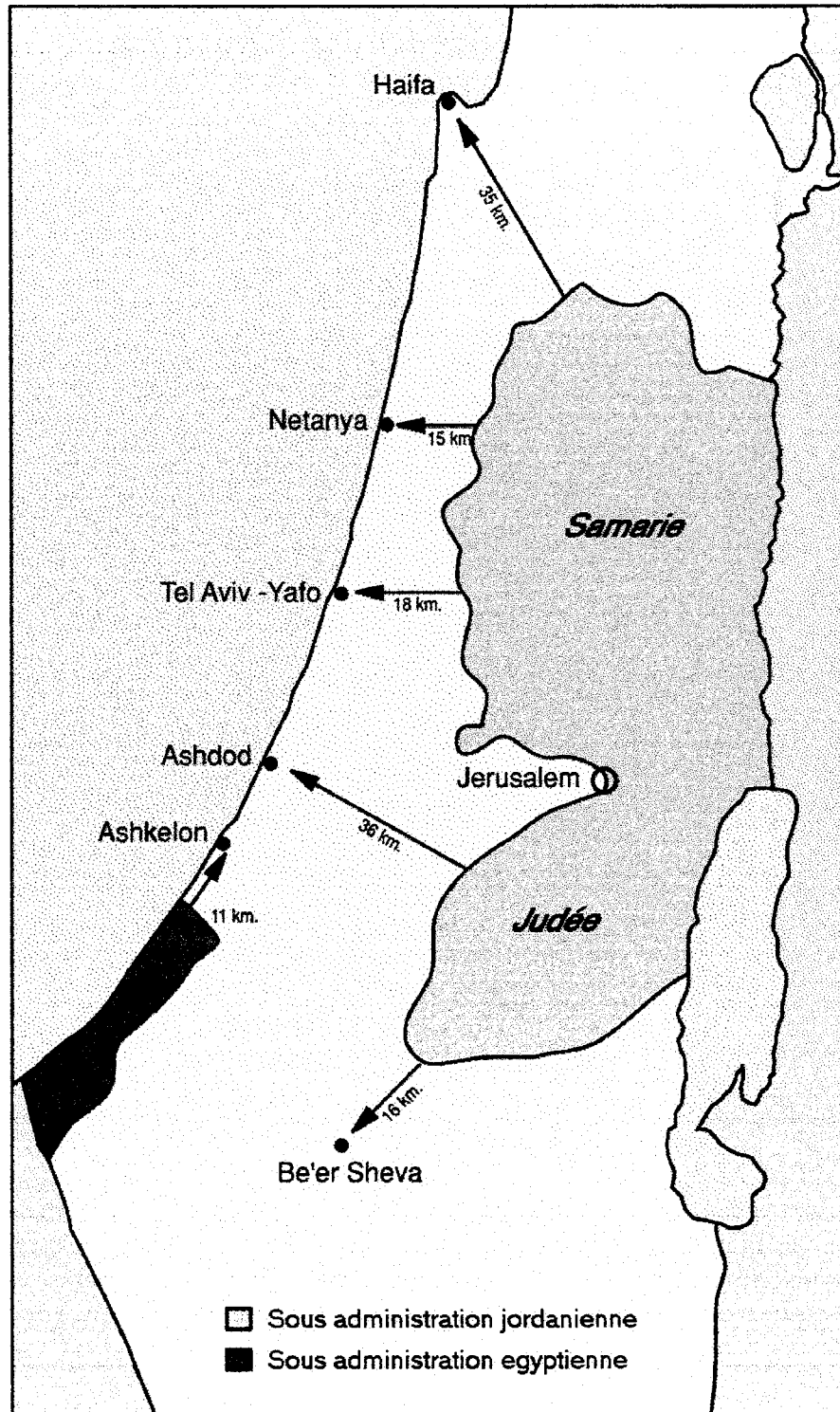
Annexe 3

Les hauteurs du Golan



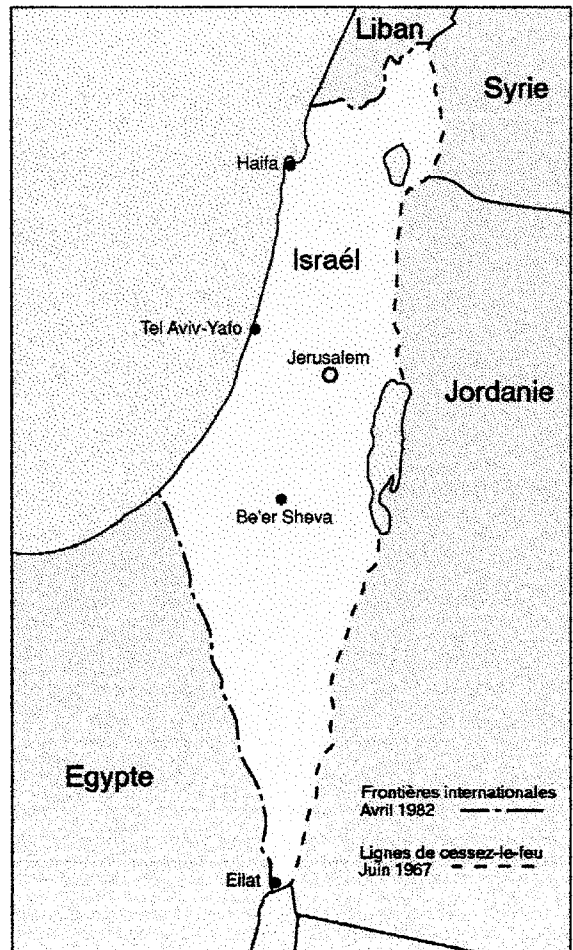
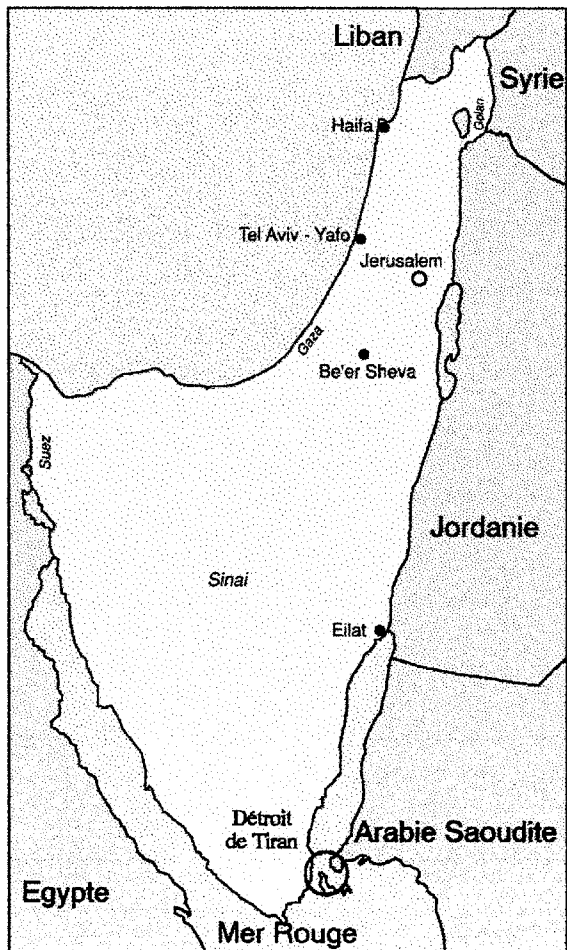
Annexe 4

Distances entre les centres de population et les frontières avant 1948

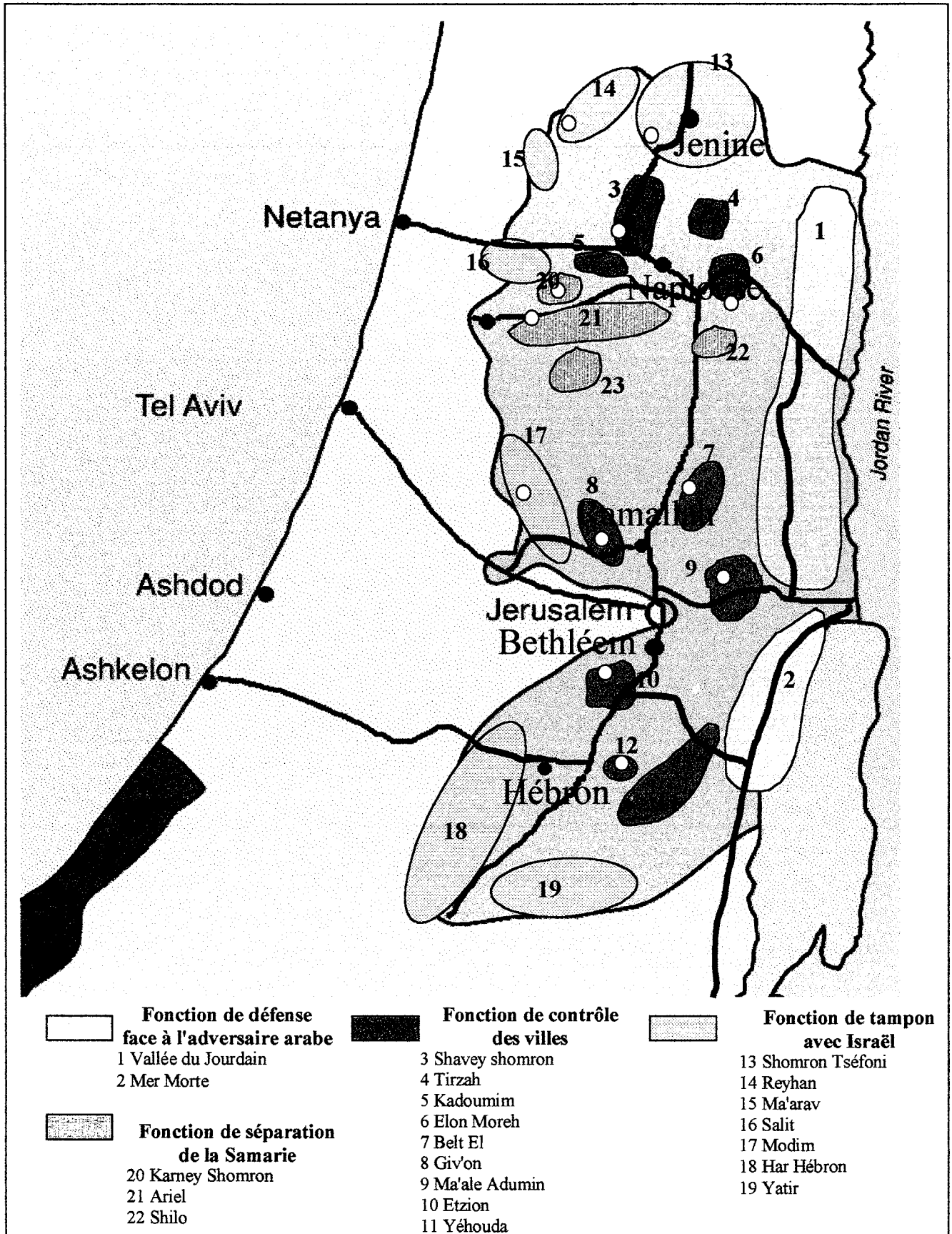


Annexe 1

Israël après la guerre des six jours et Israël après le retrait du Sinaï en 1982

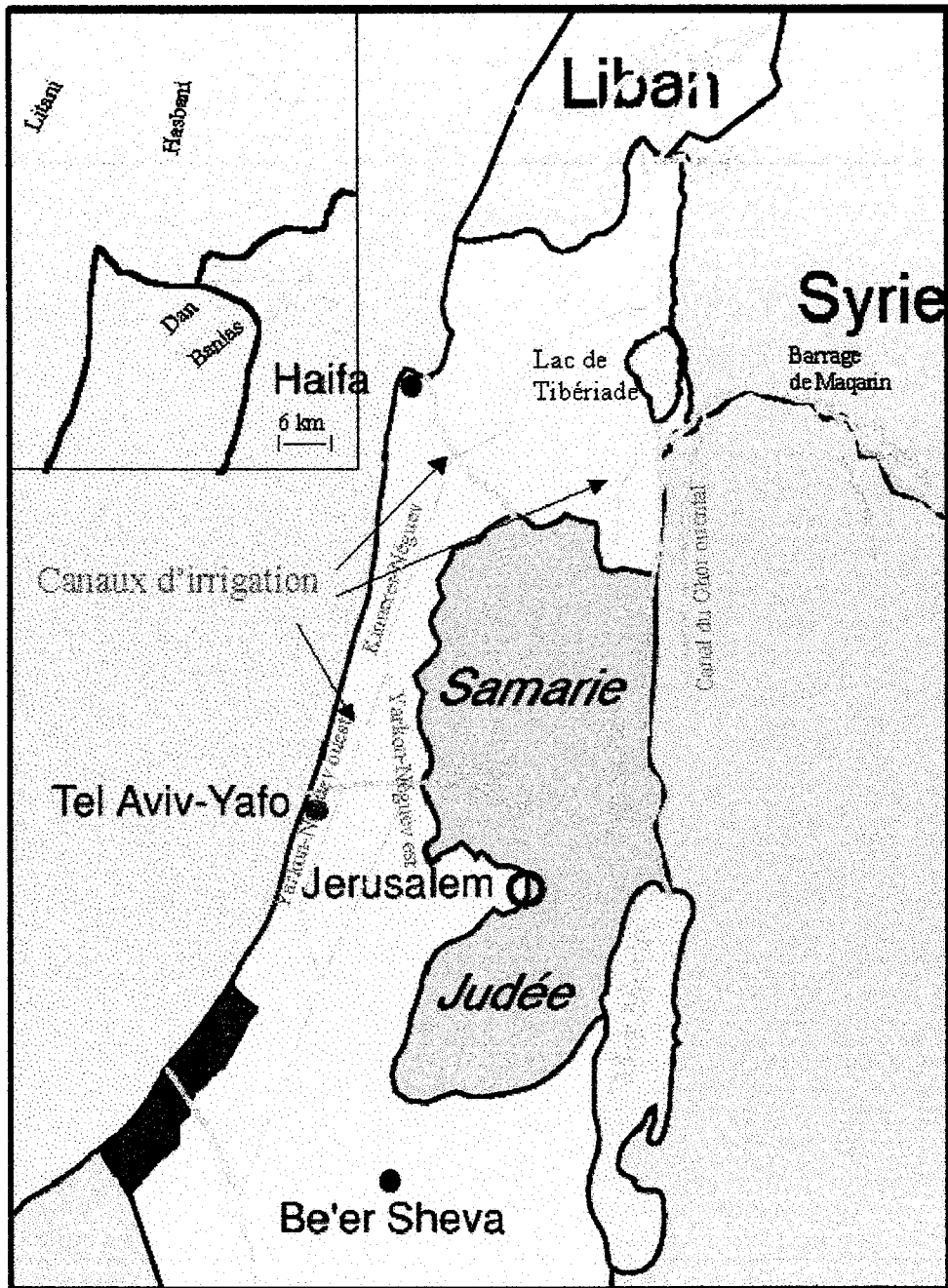


Annexe 2 Les fonctions des implantations

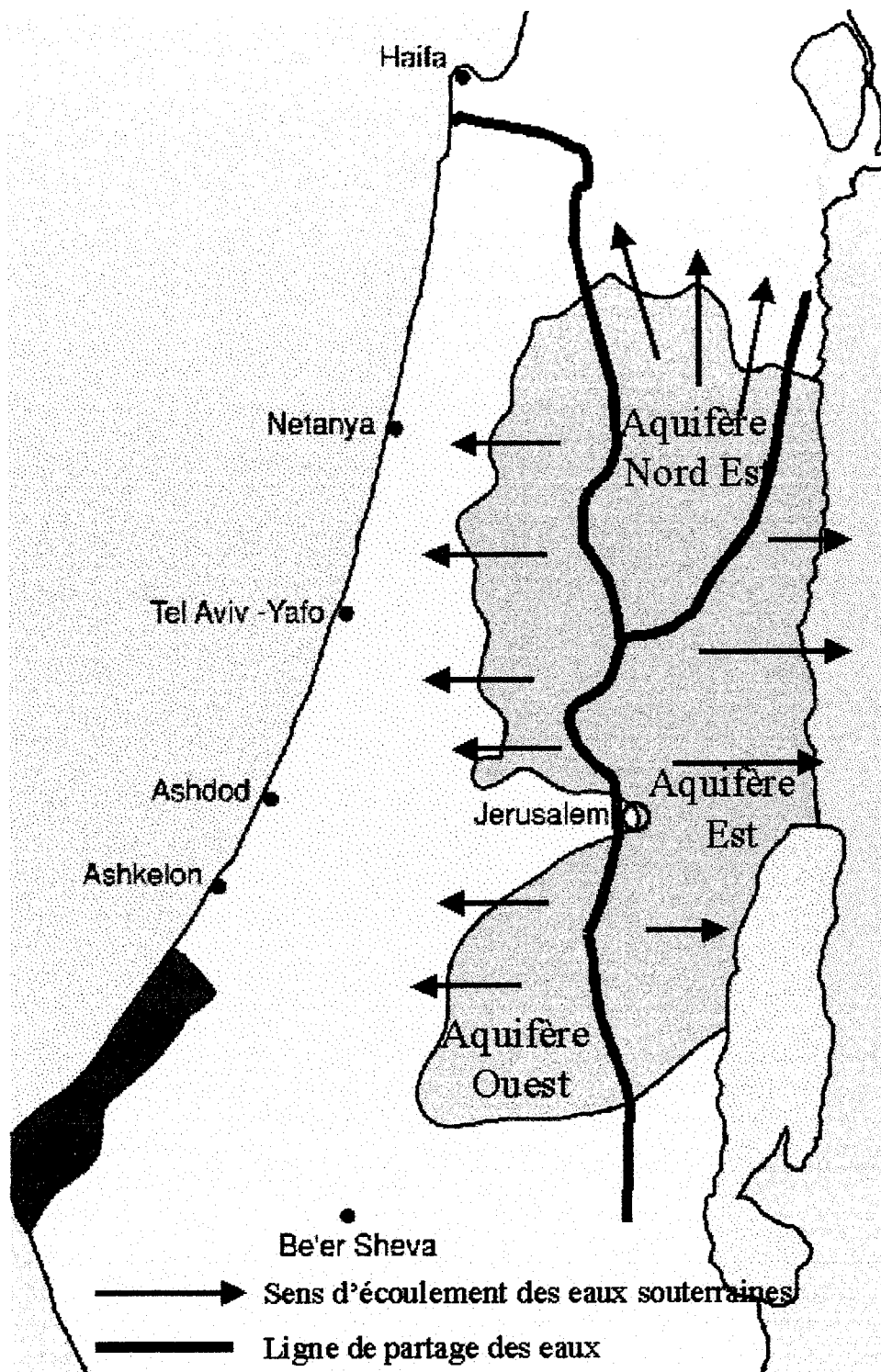


Exercice 7

Le Canal National de l'eau d'Israël



Annexe 5 Les principales aquifères de la région



Bibliographie

"L'histoire véridique de la conquête de la Palestine", Revue d'études palestiniennes, Paris, 1998, Whalid Khalidi.

"Le péché originel d'Israël", Atelier, 1998, Dominique Vidal & Joseph Algazy

"La critique post-sioniste en Israël", Revues d'études palestiniennes, Paris, 1997, Ilan Pappé.

"1948 and after", Clarendon Press, Oxford, 1990, Benny Moris.

"The Making of the Arab-Israeli Conflict 1947-1951", I.B. Tauris, Londres, 1992, Ilan Pappé.

"Palestine 47 : Un partage avorté", ed. Complexes, Brxelles, 1987, Alain Gresh & Dominique Vidal.

"Israël : Geopolitique d'une paix, Ed Michalon, Paris, 1996, Gurfinkiel Michel.

"Le Peuple et l'Etat d'Israël, Edition de minuit, Paris, 1959, Ben Gourion David.

"Les espaces d'Israël", FEDN Presses de la FNSP, Paris 1989, Dieckhoff Alain.

"Paix dans le désert", Fayard, Paris 1981, Moshe Dayan.

Articles de presse :

"Les précurseurs du sionisme", Jean Pierre Langellier, Le Monde, Mai 1997.

"David Ben Gourion, le père fondateur", Elie Barnavi & Idith Zental, Le Monde, 12/10/86.

"A l'aube du 5 juin, une attaque éclair", Jean Gueyras, Le Monde, 1992.

"Confession posthume de Dayan", Ilan Rape, Yedioth Aharonot, 1997.

"Implantations juives ou la politique du fait accompli", Francis Cornu, Le Monde, 1/04/82.